

**LE PLAN TURC DE CRÉATION D'UNE RÉPUBLIQUE ARMÉNIENNE ET  
LES BATAILLES DE MAI 1918**



**AVÉTIS H. HAROUTIOUNYAN**

2020



## LE PLAN TURC DE CRÉATION D'UNE RÉPUBLIQUE ARMÉNIENNE ET LES BATAILLES DE MAI 1918

Les aspects spécifiques de l'État arménien et les circonstances de son apparition ont toujours été et restent un centre d'intérêt pour les historiens et les politologues qui s'intéressent à ces questions. Des épisodes particuliers de la création de la première République arménienne ont toutefois besoin de nouveaux éclaircissements et de clarifications complémentaires.

Le fait est que, dans la bibliographie générale et dans les publications des partis politiques, notamment celles du Dachnaksoutioun<sup>1</sup>, on a présenté et on a émis l'idée d'un facteur turc servant de « point de départ » à la création de l'État arménien en 1918, et cette thèse, « greffée » sur la pensée des historiens et des hommes politiques arméniens, mais néanmoins extrêmement lourde de sens, a Alexandre Khatissian pour « fondateur »<sup>2</sup>.

Étant au cœur des événements politiques et militaires, mais aussi diplomatiques, de son temps, entretenant également des liens étroits avec les milieux dirigeants turcs, il mit cette approche en avant de façon circonstanciée et s'efforça tout particulièrement de présenter la naissance de l'État arménien comme un « cadeau » fait par le gouvernement ottoman au peuple arménien, pour témoigner de sa « bonne » volonté<sup>3</sup>.

Le plan turc de « cadeau » d'une structure étatique arménienne perdura jusqu'à la veille des opérations militaires du front du Caucase de la Première Guerre mondiale. Avant d'entrer en guerre contre la Russie au cours de l'été 1914 et profitant de sa grande intimité avec les dirigeants dachnakistes, Enver envoya des émissaires à l'automne, d'abord à Karin [Erzurum], puis à Van et à Mouch [Muş], pour négocier avec les Arméniens, afin que ceux-ci rallient le camp turc<sup>4</sup> et qu'ils tentent, en Arménie Orientale, « de s'emparer de la révolution » en affrontant les autorités russes<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Dachnaksoutioun : il s'agit du parti dachnakiste ou Fédération révolutionnaire arménienne (FRA), organisation également connue, par abrégement, sous le nom de parti dachnak.

<sup>2</sup> Pour les détails, voir Թադևոսյան Ռ., Հայաստանի առաջին Հանրապետության ստեղծման թուրքամետ վարկածը, Բանբեր Երևանի համալսարանի, 1998, №2, էջ 17:

<sup>3</sup> Dans les études d'histoire de l'ère post-soviétique, consacrées à la Première République arménienne, prédomine le point de vue exact selon lequel le peuple arménien doit le rétablissement d'un État national, non pas à la bienveillance d'un quelconque État, mais à ses luttes héroïques. Cf. Հակոբյան Ա., Հայաստանի Հանրապետություն (1918–1920), Ե., 1992, էջ 3–4:

<sup>4</sup> Գեղամեան Ե. (բահ.), Հայերի ազատագրական շարժումները XX դարում, կամ Հայկական հարցի երթևեկորդ շրջանը, հ. 2, Բաբու, 1915–1917, էջ 584:

<sup>5</sup> Archives nationales d'Arménie, fonds 1120, inventaire 1, dossier 76, fo 37.

Pendant le VIII<sup>e</sup> congrès de la FRA qui se tint du 16 au 30 juillet 1914 à Karin [Erzurum]<sup>6</sup>, des représentants de premier plan du Comité Union et Progrès (CUP), à savoir Nadji Bey [Naci Bey], Hilmi Bey et Chakir Bey [Şakir Bey] promirent à Aknouni, à Rostom [Stépan Zorian] et à Archak Vramian que, dans l'hypothèse d'un engagement des Arméniens dans la lutte contre la Russie et de la conquête du Caucase par les Turcs, ils donneraient aux Arméniens Kars, la province d'Érévan, la partie de la province de Gandzak [Elisabethopol, Gandja] peuplée d'Arméniens, Van, Bitlis, une partie du vilayet d'Erzurum, et de constituer, avec ces territoires, une Arménie autonome, sous les auspices de l'Empire ottoman<sup>7</sup>.

Dans ses souvenirs, Simon Vratsian signale à ce sujet que le VIII<sup>e</sup> congrès de la FRA venait tout juste de s'achever quand arrivèrent sur place Bahaeddin Şakir et Naci Bey, représentants du CUP. Ces derniers proposèrent aux personnes qui avaient participé à la réunion de déclencher un mouvement d'insurrection populaire anti-russe au Caucase, proposant, en contrepartie, l'autonomie de l'Arménie pour les territoires situés au Caucase et, en partie, en Arménie Occidentale.

Mais le Dachnaksoutioun déclina cette proposition, en déclarant que les Arméniens « occidentaux » rempliraient loyalement leurs obligations à l'égard de la patrie ottomane<sup>8</sup>. C'est ce que montre également Yervand Ter Minassian dans un rapport en date du 11 novembre 1915, adressé au ministère russe des Affaires étrangères<sup>9</sup>.

Au début du mois de septembre 1914, Naci Bey se rendit d'Erzurum à Van, dans le même but : mobiliser les Arméniens « occidentaux » contre les Russes et susciter, chez eux, la conviction de la bienveillance de la Turquie ottomane.

À cette occasion, des rencontres et des réunions de concertation furent initiées à Van, avec la participation, d'une part, de représentants de la FRA, à savoir, Archak Vramian (lequel arriva de Constantinople à Van le 16 septembre<sup>10</sup>), Ichkhan, Aram, et Vahan Papazian, et d'autre part, des représentants du Comité Union et Progrès, Naci Bey et Tahsin Bey, ainsi que Fuad Bey, secrétaire de la section locale du CUP. Les négociations portaient sur les « bienfaits » et l'aide que les Turcs attendaient de la part des Arméniens pendant la prochaine bataille de Sarikamich [Sarıkamış] sur le front du Caucase, autant de choses pour lesquelles les Arméniens seraient récompensés. Naci Bey présenta en conséquence le projet politique du CUP pour la Première Guerre mondiale, projet selon lequel la Jeune Turquie, la Turquie renaissante, alliée à la puissante Allemagne, devait menacer les forces militaires russes, déferler vers le nord et franchir la chaîne du Caucase.

---

<sup>6</sup> Les dates de début et de fin de ce congrès varient légèrement selon les sources. Nous avons retenu celles mentionnées dans les publications les plus autorisées de la FRA. Cf. Նիկոլ Աղբալյան, 2015, էջ 110:

<sup>7</sup> Գեղամեան Ե. (բահ.), Նշվ. աշխ., էջ 585: Pour les détails dans ce domaine, voir Tasnapetian H. [Dasnabedian Hratch], Յ.Յ. Դաշնակցութիւնը իր կազմութիւնէն մինչեւ Ժ. Ընդ. ժողովը (1890–1924), Աթէնք, 1988, էջ 108, ainsi que Ամուրեան Ա., Յ.Յ. Դաշնակցութեան Ը (Երզրումի) Ընդի. ժողովի մասին (գումարուած 1914 թուի Յուլիսի 25-ից մինչև Օգոստոս 17), Ազգակ Շաքաթօրեակ, Պէյրութ, 1980, թիւ 2, էջ 22–25: 1980, թիւ 3, էջ 43–47: 1980, թիւ 4, էջ 68–70: 1980, թիւ 5, էջ 91–93: 1980, թիւ 6, էջ 115–116. Pour l'historien A-Do, il était prévu de donner les provinces de Tiflis et de Koutaïs, la région de Batoumi et une partie du vilayet de Trébizonde à la Géorgie, et de donner le Daghestan, la province de Bakou et une partie de la province de Gandzak aux Tatars. Cf. Ա-Դօ, Մեծ դէպքերը Վասսպուրականում 1914–1915 թւականներին, Ե., 1917, էջ 73–74:

<sup>8</sup> Կրացեան Ս., Նիկոլ Աղբալեանի մասին, Ակոս, Պէյրութ, 1957, թիւ 9 (98), էջ 64. Id., «Նիկոլ Աղբալեան» [Nikol Aghbalian], Անձինք Նուիրեալք [Âmes dévouées], Beyrouth, éditions Hamazgayin, 1969, p. 178.

<sup>9</sup> Հայերի ցեղասպանությունը օսմանյան կայսրությունում (խմբ.՝ Ներսիսյան Մ.Գ.), Ե., 1991, էջ 400:

<sup>10</sup> Մանուկեան Հ., Դէպքերը Վասսպուրականում, Վեմ, Փարիզ, հ. XVIII, հունվարմարտ, 1937, էջ 53:

Dans l'hypothèse d'une conquête de la Transcaucasie, la Turquie, selon ce projet, ne se préparait pas à annexer ces territoires, mais prévoyait de fonder, dans le cadre d'une structure fédérale, trois États autonomes, pour l'Arménie, la Géorgie et les Tatars du Caucase, sous le patronage du sultan<sup>11</sup>.

Pour que les Arméniens pussent jouir d'une telle possibilité, il devait apporter la preuve de leur dévouement à la Turquie ottomane et la soutenir pendant la guerre qui s'annonçait imminente.

Pour affronter les Russes, il leur était demandé de former leurs propres détachements de combattants volontaires (arméniens occidentaux), qui pouvaient avoir une grande importance morale, en tant que preuve incontestable de la « solidarité » arméno-turque. Les membres du CUP supposaient qu'avec un tel projet, la question de l'autonomie ou de l'indépendance politique des Arméniens serait concrètement réglée, ce que ne pouvaient leur offrir ni l'Europe, qui n'avait rien fait jusque là et qui ne s'apprêtait pas à faire quoi que ce soit, ni la Russie, mais la Jeune Turquie, éclairée et progressiste, qu'il ne fallait pas confondre avec la Turquie despotique. Les Jeunes-Turcs étaient convaincus que ce projet politique complexe allait régler la question arménienne et réduire l'Europe au « silence ». Ils assuraient que le vaste Empire ottoman disposait de tant de territoires qu'ils n'avaient absolument pas besoin de l'Arménie Occidentale mue par des forces centripètes, que cette question constituait pour eux un souci supplémentaire et aussi un danger pour la cohésion de l'empire, d'autant plus qu'elle servait régulièrement de prétexte aux puissances européennes pour justifier leurs interventions dans les affaires de l'empire. Les Jeunes-Turcs assuraient par la même occasion que la mise en œuvre des réformes ne serait possible qu'après la fin de la guerre<sup>12</sup>.

Au fond, le projet politique du CUP avait un caractère d'ultimatum et c'est de son acceptation ou de son refus que dépendait la vie ou la mort du peuple arménien dans la Turquie ottomane. En ce qui concernait la fédération de Transcaucasie, plus précisément sa création, cela était non pas le souhait sincère des Jeunes-Turcs de permettre d'autonomie arménienne, mais un projet de formation d'une zone-tampon entre la Turquie et la Russie, qu'ils attendaient depuis longtemps.

Avoir une frontière commune avec la Russie était, pour la Turquie, une véritable épée de Damoclès qui la menaçait. La délégation arménienne à Van n'était pas opposée à la mise en œuvre d'un tel projet politique, mais elle objecta une fois de plus, avec insistance, sur l'impossibilité de convaincre les masses populaires arméniennes. Les dachnakistes de Van se montrèrent extrêmement réservés devant ces promesses séduisantes. Ignorant le degré de sincérité des membres du CUP, les Arméniens assurèrent leurs interlocuteurs que ce projet était irréalisable en ce qui concernait leur participation. Le fait était qu'au lendemain de la révolution de 1908, les Jeunes-Turcs n'avaient respecté aucune des promesses faites aux Arméniens, de sorte que ceux-ci ne pouvaient plus leur faire confiance. Les gens ne croyaient pas plus aux Jeunes-Turcs qu'aux Vieux-Turcs. Naci Bey tentait de se justifier en soutenant que, si les réformes arméniennes n'avaient pas été réalisées, cela n'était pas dû à l'absence de bonne volonté des Jeunes-Turcs, mais aux guerres extérieures (Italie, guerre des Balkans) qui avaient empêché les autorités de se consacrer aux réformes structurelles intérieures. En outre, les Jeunes-Turcs, qui n'avaient même pas approuvé des réformes arméniennes amputées et qui les avaient réduites à la portion congrue avec beaucoup d'habileté, proposaient à présent aux Arméniens d'accéder à l'autonomie. Une chose était claire, ce n'était là qu'une nouvelle manœuvre turque, destinée à gagner du temps.

---

<sup>11</sup> Оборона Вана. 7 апреля – 4 мая 1915 г., М., тип. «Моск. печатное пр-во» Вл. Венгерова, 1917, с. 7–8 (Издание Армянского национального бюро; № 1). Լեօ, Թուրքահայ յեղափոխութեան գաղափարաբանութիւնը, Փարիզ, 1935, էջ 76:

<sup>12</sup> Оборона Вана, указ. соч., с. 9–10.

La seule chose que les dachnakistes promirent à leurs camarades turcs, c'était qu'ils ne ménageraient pas leurs efforts pour que les Arméniens de Van restent loyaux à l'égard de l'Empire ottoman, en tant que sujets du sultan, pour qu'ils remplissent honnêtement leurs obligations conformément à la loi. C'était là, l'unique bonne réponse possible et elle était déterminée par le fait que les Arméniens, qui se trouvaient dans la région frontalière de la Turquie et de la Russie, étaient obligés de remplir scrupuleusement leur devoir à l'égard de l'État dont ils étaient les ressortissants, ce qui revient à dire que les Arméniens « orientaux » devaient servir sous le drapeau russe et les Arméniens « occidentaux », sous le drapeau turc. Les négociations de Van furent interrompues sans avoir débouché sur un accord. La délégation turque quitta Van avec la conviction que, si les Arméniens n'étaient pas avec eux, c'est qu'ils étaient du côté russe. Les membres de la délégation du CUP n'exprimèrent pas leur déception et leur déconvenue auprès de leurs « amis » dachnakistes, mais ceux-ci devinrent tout à fait suspects à leurs yeux<sup>13</sup>.

L'idée d'indépendance de l'Arménie, mise en avant par la Turquie, fut de nouveau exprimée au printemps 1918, après certains événements. Tout d'abord, le 2 novembre 1917, les bolcheviks s'imposèrent à Bakou et y proclamèrent l'établissement du régime des soviets. Puis, le 29 décembre 1917, la Russie soviétique adopta le décret sur l'Arménie turque, qui défendait le droit à l'autodétermination de l'Arménie Occidentale, jusqu'à l'indépendance complète. Pour chasser les bolcheviks de Transcaucasie, prendre le contrôle du pétrole de Bakou et neutraliser, même chez les Arméniens, l'état d'esprit de l'État arménien devant être créé en Arménie Occidentale, les Turcs mirent en place le Seïm de Transcaucasie le 9 avril 1918 pour couper ce territoire de la Russie, pour que le Seïm reconnût le traité de Brest-Litovsk, et pour qu'eux-mêmes pussent orienter leur politique expansionniste vers l'Orient. D'ailleurs, pendant les négociations commencées à Batoumi, les polémiques allaient bon train chez les Jeunes-Turcs de Constantinople ; le débat portait sur la question de l'opportunité de créer un État arménien en Transcaucasie, d'autant plus que les Jeunes-Turcs aimaient à dire et répéter : « Les Arméniens ne disposent pas de la force [nécessaire] pour obtenir leur indépendance, mais ils ont une force suffisante pour mettre la nôtre en danger<sup>14</sup>. »

La différence avec les promesses de la période d'avant-guerre se limitait seulement au fait que, cette fois, les problèmes de l'indépendance de l'Arménie étaient examinés non plus sur la base des territoires préalablement promis (l'Arménie Occidentale et l'Arménie Orientale), mais sur celle de l'Arménie de la région de l'Ararat, et, qui plus est, uniquement sur une petite partie de celle-ci. Quand, dans la nuit du 14 au 15 mai, à une heure du matin, Alexandre Khatissian et Hovhannès Kadjznouni eurent une entrevue avec les membres de la délégation turque, Halil Pacha et Vehib Pacha, ce dernier proposa et exigea même que les Arméniens se retirassent dans un coin pour laisser la voie libre aux Turcs, en promettant en échange une Arménie indépendante, limitée au territoire compris entre Etchmiadzine et Nor Bayazid<sup>15</sup>.

Les souvenirs d'Alexandre Khatissian sont très explicites à cet égard : « [...] Halil Bey nous dit : Comprenez bien l'état des choses. Vehib Pacha et moi représentons, au sein de notre comité, la tendance modérée, conciliante. Talat Pacha et Enver Pacha veulent anéantir de fond en comble la terre d'Arménie. Aidez-nous à renforcer nos positions, acceptez toutes ces concessions [...] et plus tard, quand la guerre aura pris fin, nous vous viendrons en aide et nous vous restituerons ce que [nous nous apprêtons] à vous prendre aujourd'hui. Nous vous aiderons à l'avenir.

<sup>13</sup> Оборона Вана, указ. соч., с. 10. Voir également Ananov I.N., Судьба Армении. М., 1918, с. 21.

<sup>14</sup> Շահան Նաթալի, Թուրքիզմը Անգորայէն Պաթու եւ թրքական օրիէնթասիոն. Թուրքերը եւ մենք, Ե., 2015, էջ 216–217:

<sup>15</sup> Խատիսեան Ա., Հայաստանի Հանրապետութեան ծագումն ու զարգացումը, Պէյրուզ, 1968, էջ 86:

Aujourd'hui, votre résistance ne peut que vous nuire et causer de nouvelles effusions de sang<sup>16</sup>. » Mais tout cela n'était fait que pour appâter les Arméniens et assoupir leur vigilance, d'autant qu'il n'y avait aucune garantie en contrepartie. Au cours des mois de juin à octobre 1918, alors que des négociations avaient lieu à Constantinople entre le bloc germano-turc et les représentants des gouvernements des trois pays du Caucase qui venaient d'accéder à l'indépendance, la délégation arménienne conduite par Avétis Aharonian eut des entrevues avec des dirigeants du parti Jeune Turc : chacun de ces dirigeants tenta de convaincre ses interlocuteurs arméniens de l'importance de son rôle dans la création d'un État arménien. Ainsi, Talat Pacha, présentant à Alexandre Khatissian, membre de la délégation arménienne, les différences de point de vue l'ayant opposé à Enver dans l'affaire de la création d'un État arménien, précise qu'Enver, qui considérait les Arméniens comme des ennemis éternels qui ne laisseraient jamais les Turcs tranquilles dans les provinces « d'Anatolie », proposait d'exterminer carrément les Arméniens pour des questions de sécurité y compris au Caucase, car « une petite Arménie » pouvait devenir, un danger éternel pour la Turquie. Se vantant sur ce point, Talat confie à Alexandre Khatissian : « Enver considérait que puisque les Arméniens ont été et seront toujours nos ennemis et qu'ils ne laisseront pas tranquilles nos provinces d'Anatolie, il vaut mieux qu'ils soient carrément exterminés, y compris au Caucase, comme cela a été le cas en Turquie. Une petite Arménie au Caucase trouvera toujours des raisons de vouloir s'étendre, d'élargir ses frontières et de devenir ainsi un danger éternel pour la Turquie.

Et moi, je lui ai répondu qu'un tel projet est irréalisable, pour la bonne raison qu'il doit rester à présent deux millions d'Arméniens en vie et qu'il est impossible de les exterminer complètement. Et qu'il vaut donc mieux leur donner satisfaction car, quand bien même il n'en resterait plus que cent mille sur la terre, ils ne nous laisseront jamais tranquilles. Bref, en créant une petite Arménie, nous aurons réglé la question arménienne et nous nous présenterons ainsi devant la conférence internationale de la paix<sup>17</sup>. » Alexandre Khatissian en conclut que « le point de vue de Talat Pacha s'était imposé et les Turcs fondèrent une petite Arménie<sup>18</sup>. »

C'est pourquoi, au cours de ses rencontres successives avec Talat, Avétis Aharonian devient franc et direct : « Je vous assure que la situation des Arméniens de Turquie ne nous intéresse pas du tout. Nous ne sommes venus ici que pour discuter de la République des Arméniens du Caucase et du tracé de nos frontières, avec l'État ottoman, notre puissant voisin et protecteur, dont nous avons vu les inclinations amicales pendant les négociations qui ont eu lieu à Batoumi. Nous voulons tout d'abord trouver un accord avec notre puissant voisin ottoman, avec lequel nous partageons une frontière et dont nous attendons beaucoup d'aides<sup>19</sup>. »

Le 22 juin, Avétis Aharonian s'adresse à Talat Pacha dans un message spécial où il est dit : « L'idée d'indépendance de l'Arménie, qui tire son origine d'une inspiration heureuse d'hommes d'État ottomans, nous semble [être] le gage et la preuve de la sincérité et de la bienveillance du gouvernement impérial<sup>20</sup>. » À son tour, Enver se considérait lui aussi comme le « fondateur » de l'État arménien. Au cours d'une rencontre qu'il eut à Constantinople avec Alexandre Khatissian et d'autres membres de la délégation arménienne, il se vanta en disant : « La Turquie vous a, à présent, accordé

---

<sup>16</sup> Ibid., p. 72. Traduction française, p. 88.

<sup>17</sup> Ibid., p. 88–89. Traduction française, p. 102.

<sup>18</sup> Ibid., p. 89. Traduction française, p. 102.

<sup>19</sup> Archives nationales d'Arménie, fonds 200, inventaire 1, dossier № 13, fo 21.

<sup>20</sup> Ibid., fo 21.

l'indépendance et elle l'a fait après avoir longuement réfléchi à votre situation<sup>21</sup> », de sorte que « moi, j'ai résolu un problème des plus ardues.

J'ai créé l'Arménie. J'ai donné satisfaction aux aspirations nationales des Arméniens, mais je l'ai fait de manière à ne pas sacrifier un seul empan de territoire turc<sup>22</sup>. » « Nous ne pouvons considérer la question de l'élargissement de vos frontières, parce que, moi, j'ai réussi une chose nécessaire et vitale pour la Turquie. Mes amis et moi, nous avons créé une Arménie. Nous avons ainsi donné satisfaction aux aspirations nationales des Arméniens, nous avons résolu la question arménienne. Et cela, nous l'avons fait hors de nos frontières, en territoire russe. Donc, nous avons fait coup double : premièrement, en créant l'Arménie, deuxièmement, en conservant le territoire turc intact. À ce prix seulement, nous avons consenti à l'existence d'une république d'Arménie [...] sans toucher à des territoires de l'ancienne ou de la nouvelle Turquie, Kars, Ardahan et Batoumi qui viennent seulement de réintégrer le giron de la mère patrie<sup>23</sup>. » Alexandre Khatissian va plus loin en déclarant que « l'Arménie indépendante doit être, en fait, un vilayet turc<sup>24</sup> ».

Enver spéculait sur l'idée que l'Arménie « indépendante » doit devenir, pour la Turquie, un État-tampon qui va bénéficier du protectorat turc<sup>25</sup>. Dans un entretien avec Enver, Alexandre Khatissian exprime sa « préoccupation » à cet égard et précise que ce serait très bien si l'Arménie toute entière devenait un vilayet turc et que « pour protéger les frontières de la Turquie contre la Russie, l'Arménie autonome tout entière soit rattachée [à la Turquie] et qu'elle y soit intégrée par un lien fédéral<sup>26</sup>. »

Talat comme Enver écoutent avec plaisir le discours irréfléchi et même naïf des membres de la délégation arménienne et promettent « d'aider » le peuple arménien par tout moyen. Avétis Aharonian et Alexandre Khatissian rencontrent aussi le sultan, qui veut les rassurer par de bonnes paroles : « Le gouvernement de l'Arménie m'est très cher, car je le considère comme mon propre enfant<sup>27</sup> », dit-il.

Pour ne pas être en reste, les Arméniens répondent avec obséquiosité que « s'il n'y avait pas le sultan, il n'y aurait pas non plus d'Arménie libre et indépendante<sup>28</sup>. » L'état d'esprit turc concernant une petite Arménie s'exprime également avec Karabekir, pendant les négociations de novembre-décembre 1920 à Alexandropol. Selon Alexandre Khatissian, le plan turc pouvait se résumer en trois points :

1. Les Turcs rêvent de faire du Caucase une zone d'influence turque qui comprendrait quatre républiques placées sous leur protection (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan et Caucase du Nord), ce qui permettrait à la Turquie d'être séparée de son plus redoutable ennemi, c'est-à-dire la Russie.
2. Prenant en compte le caractère international de la question arménienne, les Turcs veulent créer une petite Arménie pour satisfaire l'opinion publique mondiale.
3. Avec la création d'une république d'Arménie, les Turcs pouvaient y refouler les rescapés du génocide des Arméniens<sup>29</sup> perpétré dans le territoire de l'Empire ottoman,

<sup>21</sup> Ibid., fo 5–6.

<sup>22</sup> Խատիսեան Ա., Եջ 89: Traduction française, p. 102.

<sup>23</sup> Ibid., p. 102. Traduction française, p. 111.

<sup>24</sup> Բաղայան Խ., Գերմանա-թուրքական օկուպանտները Հայաստանում 1918 թվականին, Ե., 1962, էջ 74:

<sup>25</sup> Խորհրդային Հայաստան – 1920–1925, հինգ տարի, Ե., 1926, էջ 2:

<sup>26</sup> Archives nationales d'Arménie, fonds 200, inventaire 1, dossier no 23, fo 79. Voir également Բաղայան Խ., op. cit., p. 49.

<sup>27</sup> Չանգ [Zang/La Cloche], journal politique, social et littéraire, organe de la FRA, 2e année, no 59 [75], Érévan, 5 octobre 1918, p. 2.

<sup>28</sup> Լրաբեր [Lraber/Journal d'information], New York/Los Angeles, № 93, 20 février 1954.

<sup>29</sup> Խատիսեան Ա., op. cit., p. 89. Traduction française, p. 102.



bref tous ceux qui avaient survécu par miracle, afin d'éradiquer définitivement toute présence arménienne en Arménie turque.

À diverses occasions, au cours des quatre mois de négociations qui eurent lieu à Lausanne, Ismet Pacha répéta vingt-deux fois que les Turcs avaient définitivement réglé la question arménienne par la création de la république d'Arménie<sup>30</sup>.

Pour examiner et bien comprendre dans sa globalité la question de la création d'une structure étatique arménienne – parallèlement au plan turc de création d'une république d'Arménie –, il faut bien distinguer (ne pas créer de lien et éviter toute confusion) les batailles héroïques de mai 1918 et l'« acte<sup>31</sup> » d'indépendance du 28 mai 1918, pour apprécier à leur juste valeur l'intérêt historique de chacun de ces événements. Le fait est que le décret de Lénine sur l'Arménie turque en date du 29 décembre 1917 déjouait le plan initialement conçu par les Turcs et sabotait le plan turc de création de la république d'Arménie fondée le 28 (30) mai, car ce décret prenait date pour des revendications territoriales arméniennes<sup>32</sup>.

Prenant en compte la brillante victoire arménienne de Sardarapat les 24 et 25 mai 1918, quand, résultat des combats acharnés, les Turcs se préparaient à prendre la fuite, la délégation turque à Batoumi (conduite par Halil) au soir du 26 mai (20 heures) remet, à la délégation du Seïm de Transcaucasie, un ultimatum donnant soixante-douze heures pour accepter (et signer) la proposition turque du tracé de la frontière<sup>33</sup>. Les Arméniens n'étant pas d'accord avec les conditions imposées par l'ultimatum, fruit d'une manigance commune des Turcs, des Allemands, des Géorgiens et des moussavatistes azerbaïdjanais, le Seïm fut dissous le 26 mai<sup>34</sup>.

L'indépendance de la Géorgie fut proclamée le jour même, suivie de celle de l'Azerbaïdjan le 27 mai. L'Arménie se retrouvait seule et comme l'écrivit le professeur Dj. Avalov, membre de la délégation géorgienne, « les Arméniens se retrouvaient isolés, seuls, sans aucun soutien ni personne pour les défendre, abandonnés de tous, victime de la trahison de ses voisins<sup>35</sup> [...] ». »

Le 28(30) mai 1918, l'Arménie, à son tour, se déclara indépendante. L'historien Léo écrit « L'Arménie était défigurée de la façon la plus grotesque, ce n'était plus un État, mais une farce pour déclencher les rires, s'il n'y avait pas les larmes et les lamentations<sup>36</sup>... »

Mais cette république grotesque était, bien entendu, une manœuvre provisoire puisque, à Constantinople, les Turcs avaient publié une carte de Ciscaucasie, où il n'y avait plus d'Arménie. La bataille victorieuse de Sardarapat resta inachevée et ne put atteindre ce qui était vraisemblablement son but. Afin d'enrayer la deuxième progression de l'armée arménienne, l'état-major turc mit en circulation l'idée « d'indépendance arménienne ».

Avant le coup décisif, alors que les combattants des milices arméniennes s'apprêtaient à libérer Alexandropol, ville annexée par les Turcs le 15 mai 1918 et même à pénétrer dans l'oblast de Kars, et qu'Andranik se préparait à marcher sur Van en passant par Djoulfa et le territoire persan, l'appel à l'armistice du général Tovmas Nazarbekian, imposé le 28 mai par le Conseil national arménien de Tiflis, arrêta le général M. Silikian.

---

<sup>30</sup> Ibid., p. 89–90. Traduction française, p. 102.

<sup>31</sup> C'est là, la formule consacrée, en arménien, pour la « proclamation d'indépendance ».

<sup>32</sup> Le 29 décembre 1917 (11 janvier 1918), le Conseil des commissaires du peuple promulgua le « Décret sur l'Arménie turque » Le décret fut publié le 31 décembre 1917 (13 janvier 1918) dans le n° 227 de la Pravda.

<sup>33</sup> Վրացեան Ա., Հայաստանի Հանրապետութիւն, Փարիզ, 1928, էջ 129:

<sup>34</sup> Ibid., 2e éd., Beyrouth, 1958, p. 150–151.

<sup>35</sup> Ibid., 2e éd., Beyrouth, 1958, p. 149.

<sup>36</sup> Լեւոն Անցեալից (Յուզէր, թղթեր, դատումներ) Թիֆլիս, 1925, էջ 404:

Celui-ci pensa un moment ignorer l'ordre de Tovmas Nazarbekian, puisque l'armée turque battait en retraite. Tout cela est confirmé dans les souvenirs de Halil<sup>37</sup>, qui dirigeait la délégation turque aux négociations de Batoumi. Quant à Vehib-Mahmed, il reconnaît carrément la situation : « Nous nous apprêtons à faire marche arrière devant la résistance du peuple arménien, en abandonnant Alexandropol et même Kars<sup>38</sup>. »

Et tandis que M. Silikian se préparait, les 28–29 mai 1918, à une offensive générale<sup>39</sup>, il reçut un télégramme l'informant que, sans considérer la volonté ni même l'avis de la population, Alexandre Khatissian, Hovhannès Kadjznouni et Mikaël Papadjanian [Papadjanov] avaient signé le 4 juin à Batoumi, un traité « de paix et d'amitié »<sup>40</sup> entre la Turquie et l'Arménie « indépendante » telle que voulue par les Turcs, enterrant ainsi la Cause arménienne. Un traité où, loin d'une Arménie mythique « de la mer à la mer », a été créée une « micro-Arménie », qui se présente en fait comme un petit canton de l'empire du sultan<sup>41</sup>.

Tout cela, alors que, le 29 mai, dans son second message adressé à l'armée et à la population, M. Silikian rappelait : « Nous devons reprendre Alexandropol que les Turcs ont occupé si perfidement. Nous devons tous avoir nos pensées braquées sur Alexandropol que nous devons reprendre et ce n'est qu'ensuite que nous engagerons des négociations avec les Turcs en vue d'un traité de paix<sup>42</sup>».

L'Arménie se retrouvait avec un territoire étriqué, alors que, par la victoire de Sardarapat, le territoire libéré par l'armée arménienne faisait plus que le doubler<sup>43</sup>. L'appel adressé à la population arménienne révèle une circonstance étonnante : l'état-major de l'armée arménienne était informé des exigences formulées par les Turcs pendant les négociations de Batoumi et, dans l'autre sens, les représentants du Conseil national arménien se trouvant à Batoumi devaient être eux aussi informés de l'attitude adoptée par le commandement militaire<sup>44</sup>.

Ainsi, prenant en compte le risque d'une contre-attaque arménienne, les Turcs se sont empressés de créer une Arménie « indépendante » dans un espace très limité de l'Arménie orientale, pour éviter toute perte territoriale à l'Empire ottoman.

Simon Vratsian reconnaît que, pour engager des négociations de paix, la déclaration d'indépendance était une condition préalable exigée<sup>45</sup>. Il ressort de tout cela que si les batailles héroïques de mai 1918 étaient bien dues à des manifestations populaires spontanées, s'il s'agissait bien de brillantes victoires remportés par les Arméniens, l'expression de l'unité de la volonté nationale et du souhait de venger le génocide de

<sup>37</sup> Վեհապետեան Թ., Լուսարձակ, մեր անցեալ եւ ներկայ հանրային կեանքին վրայ, Պէյրուզ, 1995, էջ 273:

<sup>38</sup> Աւետեան Մ., Յուշամատեն եւ Չօր. Անդրանիկ, Փարիզ, 1954, էջ 193:

<sup>39</sup> Մկրտչյան Վ., Սարդարապատի հերոսը. գեներալ Մովսես Սիլիկյան, Ե., 2012, էջ 26–27:

<sup>40</sup> Վեօրկիզեան Ա., Անմոռանալի յուշեր. Մեր ազգային գոյապայքարը 1915–1922-ի զուլումի տարիներուն, Պէյրուզ, 1967, էջ 199–200:

<sup>41</sup> Բաղայյան Խ., Նշվ. աշխ., էջ 38:

<sup>42</sup> Վրացեան Ս., Հայաստանի Հանրապետութիւն, Ե., 1928, էջ 121:

<sup>43</sup> Dans son ouvrage consacré à la bataille de Sardarapat, Serge Afanasyan écrit en effet : « Le 4 juin [1918], le traité de paix et d'amitié signé entre le gouvernement ottoman et la République arménienne ne laisse à celle-ci qu'un minuscule territoire de 11 000 kilomètres carrés – alors que l'armée arménienne en occupe le double [...]. Ainsi, ce qui a été repris aux Turcs par le sang a été cédé par l'encre [du traité] de Batoum. » Dans une note de bas de page (p. 73), l'auteur signale, en outre, que l'article V du traité de Batoum a été « pudiquement » omis dans l'ouvrage de Simon Vratsian intitulé Հայաստանի Հանրապետութիւն [La République d'Arménie], sans signaler de coupure entre l'article IV et l'article VI comme le veut l'usage (1re éd., 1928, p. 133 ; 2e éd., 1958, p. 155). Cf. Afanasyan Serge, La Victoire de Sardarabad : Arménie, 21–29 mai 1918, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 73–74. Pour la traduction arménienne de cet ouvrage, voir Afanasyan Serge, Սարդարապատի հաղթանակը (Հայաստան, մայիս 1918), [La Victoire de Sardarapat : Arménie, mai 1918], traduction et postface de Rouben Sahakian, Érevan, 1991, p. 70.

<sup>44</sup> Պետրոսյան Վ., Հայաստան. 1918 թռական, Ե., 2014, էջ 176:

<sup>45</sup> Վրացեան Ս., Նշվ. աշխ., էջ 132:

1915, en revanche, le 28 mai était une décision turque camouflée, une décision imposée par la Turquie, prise à son instigation et suivie d'une démarche du Conseil national arménien de Tiflis.

La gloire des batailles de mai 1918 appartient aux populations d'Arménie Occidentale et d'Arménie orientale, bref à un véritable mouvement d'unité nationale. Selon David Ananoun, du fait des conséquences des batailles de Sardarapat et de Karakilissé [auj., Vanadzor] précisément, la Turquie permit aux Arméniens de prendre place autour de la table de négociations à la conférence de Batoumi<sup>46</sup>. Alors que la déclaration d'indépendance du 28 mai appartient exclusivement au Conseil national arménien de Tiflis. Non seulement la bataille de Sardarapat, qui a indirectement assuré l'édification de la Première République arménienne, n'a donc pas de lien avec l'« acte<sup>47</sup> » du 28 mai, mais, en outre, la déclaration « d'indépendance » a porté un coup mortel à la juste cause des Arméniens « occidentaux » et aux espoirs de libération de l'Arménie Occidentale, suscités par la victoire de Sardarapat, – en obligeant les Arméniens à se contenter de cet étroit territoire que nous connaissons aujourd'hui et qui avait été proposé par les Turcs.

Quant au Conseil national arménien de Tiflis, il s'est employé à lier habilement les deux événements, afin que l'éclat de la victoire de Sardarapat se répande sur « l'indépendance » générée par le 28 mai et pour mieux voiler une réalité pourtant transparente. Il est, bien entendu, difficile de rectifier d'un seul coup de telles erreurs d'appréciation. Nous espérons toutefois et nous sommes même sûr que, dans un avenir proche, non seulement la vérité historique, mais aussi la nécessité de s'affranchir des erreurs politiques commises à cette époque, devront trouver leur place dans l'histoire de la fondation de la Première République arménienne, afin de transmettre aux générations suivantes les leçons de l'expérience.

Traduit de l'arménien par Léon Ketcheyan (Paris).

**AVÉTIS H. HAROUTIOUNYAN, Ա. Յ. ՀԱՐՈՒԹՅՈՒՆՅԱՆ**, Né en 1962, Avétis H. Haroutiounian est docteur en sciences historiques, maître de conférences de la chaire d'histoire arménienne de l'université pédagogique Khatchatour Abovian (Érévan). Il est l'auteur d'une centaine d'articles spécialisés, consacrés à la géographie historique de l'Arménie, à l'histoire moderne arménienne et en particulier à l'histoire de la ville de Van et de la province historique arménienne du Vaspourakan, ainsi qu'aux réfugiés de la Première Guerre mondiale.

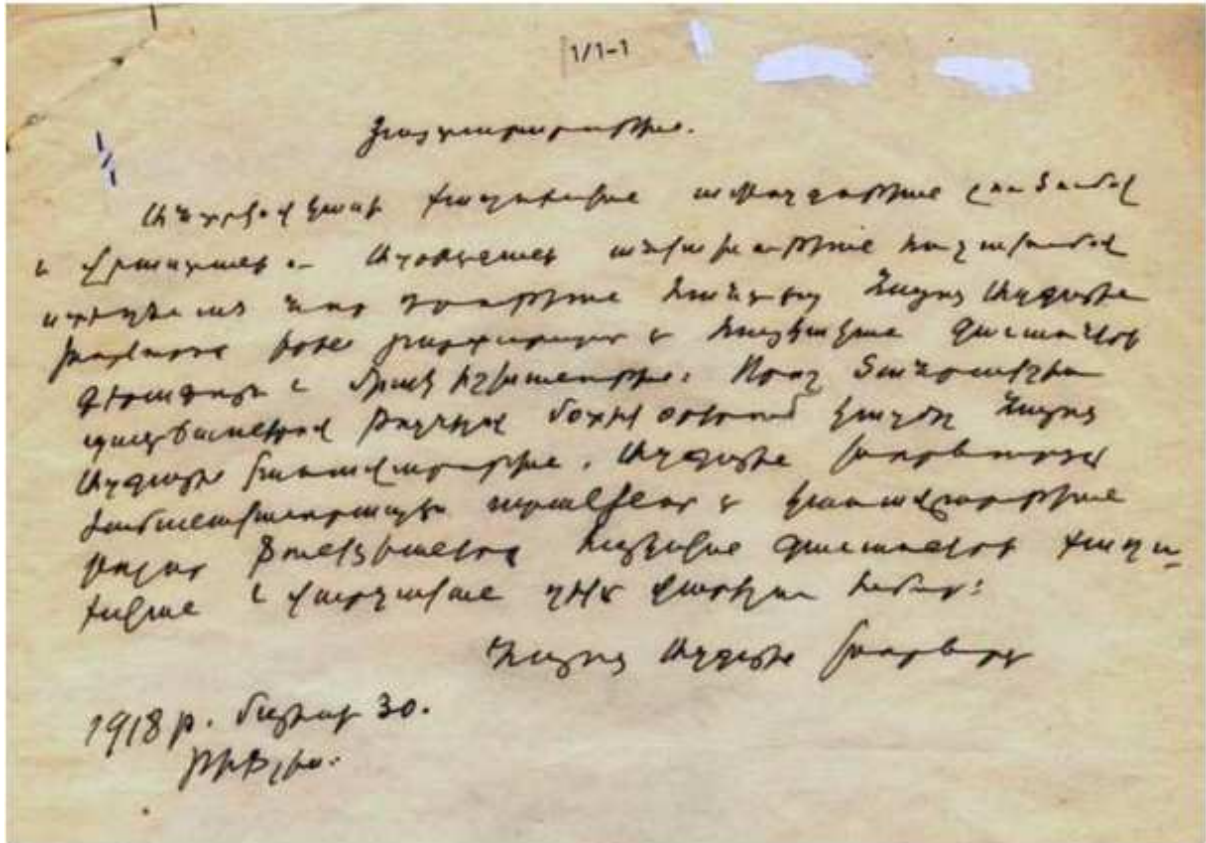
Mots clés : République d'Arménie, Sardarapat, indépendance, Dachnaksoutioun, 28 (30) mai 1918.

---

<sup>46</sup> Անանուն Դ., Ռուսահայերի քաղաքական զարգացումը, հ. III, Վիեննա, 1926, էջ 61:

<sup>47</sup> Il s'agit de la formule arménienne qualifiant l'acte juridique de la déclaration d'indépendance.

## **ANNEXES**



### ՀԱՅՏԱՐԱՐՈՒԹՅՈՒՆ

Անդրկովկասի քաղաքական ամբողջության լուծումով և Վրաստանի ու Ադրբեջանի անկախության հռչակումով ստեղծված նոր դրության հանդեպ, Հայոց Ազգային խորհուրդը իրեն հայտարարում է հայկական գավառների գերագույն և միակ իշխանություն: Որոշ ծանրակշիռ պատճառներով թողնելով մոտիկ օրերը կազմել հայոց ազգային կառավարություն, Ազգային խորհուրդը ժամանակավորապես ստանձնում է կառավարական բոլոր ֆունկցիաները՝ հայկական գավառների քաղաքական և վարչական դեկր վարելու համար

**Հայոց Ազգային խորհուրդ**

**1918թ. մայիս 30, Թիֆլիս**

**Մինոն Վրացյան, «Հայաստանի Հանրապետություն», Երևան, «Հայաստան», էջ 159-162**

### DECLARATION

Avec la solution de l'intégrité politique de la Transcaucasie et la nouvelle situation créée par la déclaration d'indépendance de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan, le Conseil national arménien se déclare l'autorité suprême et unique des provinces arméniennes. A cause de difficultés importantes, laissant à plus tard la formation d'un gouvernement national arménien, est transmis au Conseil national Arménien l'ensemble des fonctions assumant temporairement toutes les fonctions gouvernementales pour diriger la direction politique et administrative des provinces arméniennes

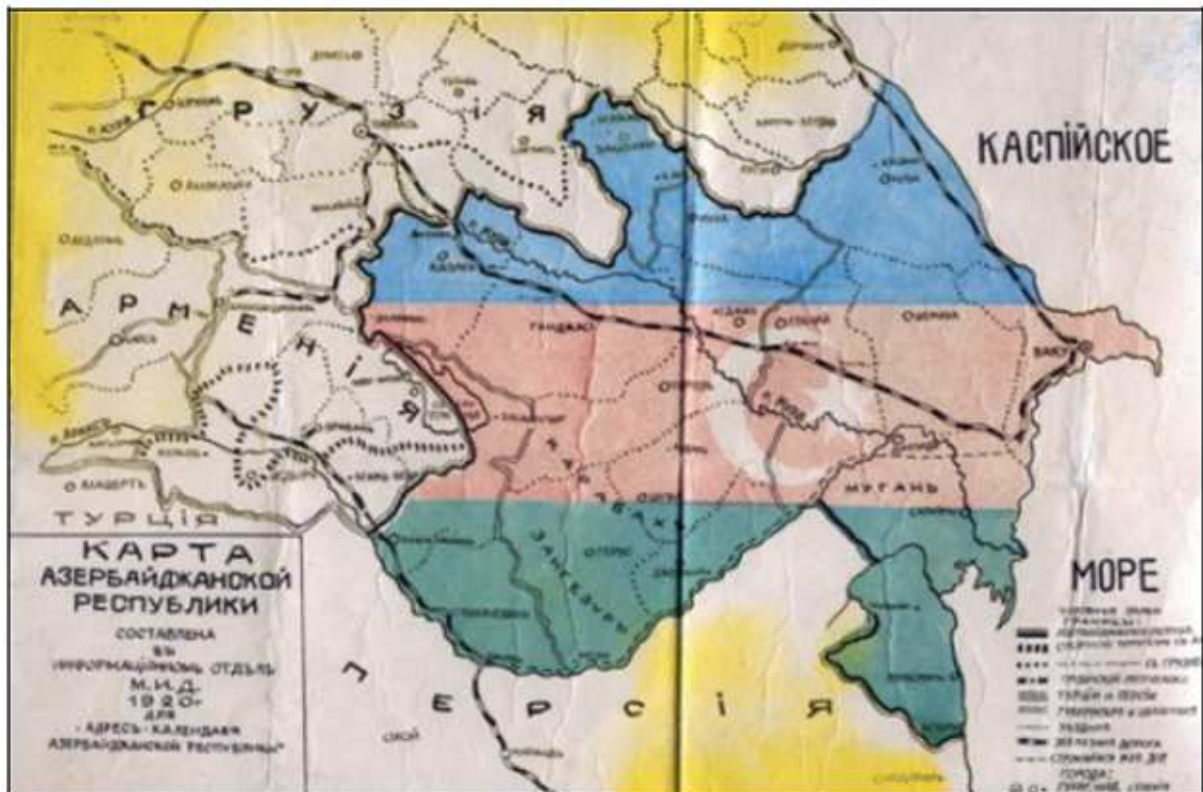
Conseil national arménien

1918 30 mai, Tbilissi (Géorgie)

Simon Vratsyan, «République d'Arménie», Erevan, «Arménie», p. 159-162



Les ambitions Turco-Tartare et le Traité de Batoum (1918)



Carte Azerbaïdjan 1920 – Après la signature du Traité d'Alexandropol par le gouvernement d'Erevan



Carte de l'Artsakh, le 18 novembre 2020



Carte de l'Artsakh, le 01 décembre 2020

Conseil National d'Arménie Occidentale